

La mobilité résidentielle des ménages et des publics les plus fragiles

*Enjeux et réalités en Seine Saint Denis,
quelles stratégies et outils des acteurs du logement ?*

**Cycle d'Ateliers organisé par Profession Banlieue les 4 mai, 21 juin, 13 septembre 2018
à Profession Banlieue**

Dans son rapport « le logement social face au défi de l'accès des publics modestes et défavorisés » publié le 22 février 2017, la cour des comptes interroge l'accès au logement social des publics modestes, notamment dans les territoires de la géographie prioritaire de la politique de la ville et a fortiori dans des départements tels que la Seine-Saint-Denis.

Quelles réalités de cette destination du parc social aujourd'hui dans un contexte d'enjeux imbriqués entre la nécessité de développer les réponses à la fois, aux urgences du mal-logement, aux freins à la mobilité résidentielle des plus démunis, au déficit de mixité sociale dans certains territoires et corollairement aux phénomènes de ségrégation spatiale à l'échelon plus large de l'Ile de France ?

De nouveaux textes de référence sont venus garnir l'arsenal législatif ces dernières années dont le dernier en date est la loi égalité et citoyenneté publiée en janvier 2017. Celle-ci introduit la convention intercommunale d'attribution qui vise à améliorer la mixité sociale en garantissant une trajectoire résidentielle aux plus modestes, dans le souci d'un meilleur équilibre territorial. Les questions relatives à la répartition de l'offre de logement social, et dans cette perspective à la mise en œuvre effective de la loi solidarité et renouvellement urbain (Sru) récemment renforcée, ainsi qu'à l'accueil des publics éligibles au titre du droit au logement opposable (Dalo) sont aussi déterminantes.

C'est dans cette dynamique que Profession Banlieue propose une réflexion sur la mobilité des ménages les plus fragiles.

Il s'agira d'aborder la réalité de l'accès au logement et de la mobilité résidentielle de ces publics, ses mécanismes, les dispositifs existants et leurs résultats. Ce sera aussi l'occasion d'examiner les perspectives envisagées et les outils pour répondre aux différentes fragilités qui freinent leur mobilité. Il est primordial de la cerner sans l'isoler des autres bénéficiaires des politiques du logement, de manière à éclairer le mécanisme global. Quels en sont les principaux obstacles ? Les leviers pour l'améliorer ? Comment fluidifier les parcours résidentiels aussi bien dans le parc social que dans les autres types d'habitat ? Quelle est la réalité en Seine-Saint-Denis ?

Le cycle en 3 ateliers que propose Profession Banlieue, abordera successivement :

- **Les enjeux et difficultés de la mobilité résidentielle des ménages les plus fragiles**
- **Le rôle du parc social et les stratégies des bailleurs dans le parcours résidentiel des ménages les plus modestes**
- **Les instruments favorisant la mobilité résidentielle des publics fragiles**

L'ensemble du cycle sera co-animé avec **Anne Katrin Le Doeuf**, directrice générale déléguée, Espacité

Programme détaillé du Cycle d'ateliers

La mobilité résidentielle des ménages et des publics les plus fragiles Enjeux et réalités en Seine Saint Denis, quelles stratégies et outils des acteurs du logement ?

Séance 1 – Le : 4 mai 2018 de 14 h 00 à 17 h00

Les enjeux et difficultés de la mobilité résidentielle des ménages les plus fragiles

En ouverture de ce cycle d'Ateliers, cette première séance mettra en lumière les parcours résidentiels des ménages franciliens, et parmi eux celui des séquanais-dyonisiens, à travers un panorama des différentes situations de mobilité des catégories les plus modestes et des personnes défavorisées. Notre regard portera en particulier sur des publics symptomatiques (âge, niveau de précarité, d'urgence etc.) ainsi qu'en fonction du type d'habitat, du parc de logement occupé.

Etude sur le parcours résidentiel des ménages franciliens

Emmanuelle PAGES, directrice des études, direction interdépartementale de l'hébergement et du logement (DRIHL)

L'accès à l'hébergement et l'accès au logement des publics prioritaires via le SIAO

Gregory HOCHBERG, chef de service insertion, Interlogement 93

Trajectoire résidentielle du logement temporaire vers le logement pérenne

Eloïse SCHOTTE, chef de service social, COALLIA

La mobilité résidentielle des jeunes : quels besoins spécifiques à cette catégorie de public ? Quels sont les leviers et les obstacles ?

Jérôme CACCIAGUERA, directeur, union régionale pour l'habitat des jeunes (URHAJ-IDF)

Séance 2 – Le 21 juin 2018 de 9 h 30 à 12 h 30

Le rôle du parc social et les stratégies des bailleurs dans le parcours résidentiel des ménages les plus modestes,

Quelle est la place du logement social dans la mobilité résidentielle des plus modestes ? Quelle prise en compte de l'évolution des situations et des besoins des ménages déjà logés dans le parc social ? Comment sont traitées les demandes de mutation ? Quelles sont les stratégies de mobilité des bailleurs ?

Le traitement des demandes de mutation

Julien Leplaideur, chef de service, AORIF

La plateforme numérique développée par l'union sociale pour l'habitat : bienvenu

Julien Leplaideur, chef de service, AORIF

Les stratégies de mobilité des bailleurs sociaux

Fabienne CARAN, responsable du service contentieux, France Habitation

Nassira ABBAS, directrice de l'action sociale et contentieuse, Plaine Commune Habitat

Séance 3 – Le 13 septembre 2018 de 9h30 à 12h30

Instruments favorisant la mobilité résidentielle des publics fragiles,

Quels sont les outils réglementaires et les dispositifs opérationnels favorisant la mobilité des plus fragiles ?
Quels sont les leviers pour favoriser la mobilité des plus fragiles ?
Quels sont les mécanismes sur-mesure pour favoriser l'accès au logement des plus modestes et donc leur mobilité ?

Le plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées (PdIhpd), un outil stratégique à interroger ?

La mission Protocole Etat Action Logement

Cécile CANPOLAT, cheffe de service, GIP HABITAT

Le loyer unique, un levier pour la mobilité résidentielle des plus modestes

L'accession sociale en Seine-Saint-Denis

Vauvray Anne, Directrice, coopérative d'accession sociale à la propriété (CAPS)